

COMMISSION SPÉCIALE CRISE

Rapport provisoirement final

Raymond Klein

La commission spéciale « crise » a travaillé dans des conditions difficiles. Son rapport confirme que la classe politique a du mal à trouver ses marques.

« Pour le Luxembourg, (...) l'avenir s'annonce néanmoins peu optimiste. » Cette phrase tirée de l'introduction du rapport de la commission parlementaire spéciale « crise » annonce la couleur : le noir. Et de continuer : « La perception de la crise par l'opinion publique ne tardera pas à s'imposer au cours de 2009 et ira crescendo en 2010, exigeant des dirigeants politiques courage et clairvoyance, compétence et détermination. » Pourtant, à la lecture dudit rapport, à part un certain niveau de compétence, on reste sur sa faim. Les propositions avancées sont constructives, mais ne font mal à personne. En cette période pré-électorale, il manque aux députés le courage et la détermination pour ébaucher les décisions douloureuses que la clairvoyance exigerait.

Qu'une place de choix est faite au secteur financier est sans doute lié à la personnalité du rapporteur, Lucien Thiel, ancien directeur de l'association des banques et des banquiers ABL. On apprend avec intérêt que le secret bancaire relèverait du mythe et que le Luxembourg aurait développé de nouveaux atouts. L'inquiétude principale serait celle de la mauvaise image de la place suite aux agitations des voisins jaloux, du krach islandais et de l'affaire Madoff. Alors que les niches prometteuses sont toutes liées à la poursuite de la mondialisation financière effrénée ayant causée la crise, les placements éthiques, si chers aux Verts, sont tout juste effleurés. Est-ce parce qu'on n'en veut pas, ou qu'on estime leur volume comme relativement faible ?

L'ADR, les Verts et le DP n'ont d'ailleurs pas voté pour l'adoption du rapport final, discuté ce jeudi en séance plénière. Les deux derniers partis ont notamment relevé que la commission « crise » ne devait pas arrêter son travail alors que le développement de la crise continue. Au vu des nombreuses recommandations peu originales - diversification économique, simplifications administratives, préparation à l'économie de la

connaissance - on se demande si la dissolution de la commission représente vraiment une perte.

Les lacunes du rapport n'en sont que plus apparentes. Ainsi, il met en garde contre les limites de l'endettement. Or, les experts de droite comme de gauche sont d'accord que le risque est aujourd'hui celui d'une relance trop timide, qui laisserait glisser l'économie mondiale dans une récession de longue durée. La question n'est pas s'il faut augmenter la dette publique, mais qui devra la rembourser : les générations futures, comme le pense la commission, ou les riches, comme l'exige pour le moment la seule gauche radicale. Ensuite, un renouveau de la prospérité du Luxembourg ne peut se concevoir autrement que comme pôle économique d'une Grande Région fortement intégrée, grâce à un investissement politique et financier luxembourgeois. Or la commission n'évoque celle-ci que comme débouché pour le secteur du commerce - comme s'il s'agissait de vampiriser encore plus les régions limitrophes.

En matière de formation, le rapport énonce que « la matière grise est devenue la seule ressource de notre économie », mais n'en tire aucune conclusion concrète. Quid d'un plan d'urgence pour enfin « mettre à niveau » le système scolaire luxembourgeois, avec les moyens humains et budgétaires qu'il faudra ? De même, sous l'intertitre prometteur « L'équilibre entre l'homme et le capital » on trouve de belles paroles, mais on cherche en vain la proposition de relever les taux d'imposition sur les entreprises et celle d'une nouvelle articulation entre emploi, chômage et formation. Plus généralement, le rapport reste muet sur les moyens d'affronter le chômage massif que pronostiquent les experts.

Or, pour mettre en oeuvre les réformes profondes rendues nécessaires par la crise, il ne suffira pas d'avoir les bonnes idées. Il faudra s'assurer d'une légitimité démocratique, à travers un large débat préalable. La nouvelle Chambre, élue en juin prochain, devra s'y consacrer, en espérant que trop de temps n'aura pas été perdu.

NEWS

NEWS

Violences policières: Des rires douloureux **p. 3**

Wahlprogramm: Viele Alibis? **S. 4**

Anti-G20: Nous ne paierons pas leur crise **p. 5**

REGARDS

Uni Lëtzebuerg: Es kann besser werden **S. 6**

Politique culturelle: Récyler la culture. **p. 8**

Dossier: Kriis a Wuesstëm:

- Les Verts et la Crise: Quel changement ? **p. 10**

- Tauschringe: Die andere Dienstleistung **S. 12**

- Lifestyle: Im Garten des Konsums **S. 14**

- Ökonomie & Nationalismus: Sieg im Handelskrieg **S. 17**

Kultur Direkt: Spring Forward, Fall Back **S. 20**

Politëscht Buch: „Ohne Holocaust kein Punk“ **S. 22**